Le secteur des télécommunications en Oman

Décembre 2018

© DG Trésor

Après avoir bénéficié pendant plusieurs années d'une forte croissance organique et d'une concurrence limitée, les opérateurs de télécommunications font aujourd'hui face à la maturation du marché domestique. En réponse à cette évolution, l'opérateur national Omantel a récemment adopté une stratégie ambitieuse de croissance externe, devenant le 3ème opérateur de la région MENA après sa prise de participation au capital de l'opérateur koweïtien Zain (pour 2,2 Mds USD). Bien que les relais de croissance potentielle sur le plan domestique ne manquent pas (smart cities, internet des objets, 5G, satellite, broadband), leur développement reste en large partie entravé par les difficultés de financement du Sultanat auxquelles s'ajoute le manque de compétences, pénalisant ainsi le processus nécessaire d'innovation.

1. Le secteur des télécoms, historiquement très rentable du fait de sa structure duopolistique, est désormais largement mature, en particulier dans la téléphonie

Le Sultanat d'Oman enregistre aujourd'hui un taux de pénétration élevé de la téléphonie fixe (92 % des ménages) et mobile (148 % de la population), ainsi que du haut débit mobile (92 % de la population). Dans ce contexte, les perspectives de développement du marché intérieur apparaissent de plus en plus limitées, en particulier dans un contexte de croissance économique atone (-0,9 % en 2017, 1,9 % prévue en 2018 d'après le FMI). En 2018, d'après *Omantel*, le nombre d'abonnements mobiles connaîtrait pour la première fois une décroissance (-4,9 %, à 6,6 millions), se traduisant par une baisse des revenus mobiles des opérateurs (70 % du chiffre d'affaires total) de -2,3 %. Dans ce contexte, les perspectives de croissance se limitent avant tout au segment du haut débit fixe (*broadband*), en témoigne la progression du nombre d'abonnements de +20,9 % entre octobre 2017 et octobre 2018. Si le taux de pénétration du *broadband* reste donc perfectible (64 % des ménages), sa croissance n'en requiert pas moins des investissements lourds relatifs au déploiement de la fibre optique.

Le marché des télécoms a été libéralisé dès 2002, avant une introduction partielle (30 %) d'*Omantel* sur la bourse de Mascate en 2005. Compte tenu de l'étroitesse du marché domestique (4,7 millions de personnes) et de la volonté du gouvernement de favoriser l'opérateur national historique en limitant le nombre de licences, le secteur des télécoms (fixe et mobile) reste dominé par deux acteurs seulement, *Omantel* donc et la filiale locale du groupe qatarien *Oreedoo*. De façon plus marginale, une 3ème entreprise (*Awasr*) est présente sur le segment fixe et pourrait prochainement pénétrer le marché mobile. Conséquence d'une concurrence très limitée, la rentabilité du secteur est élevée : *Omantel* a fait état d'un bénéfice net de 70,6 M OMR en 2017 (13,4 % de son chiffre d'affaires) et *Oreedoo* de 31,2 M OMR (11,4 % de son chiffre d'affaires).

Anticipant une croissance de marché atone voire négative pour les années à venir, *Omantel* s'est lancé en 2017 dans une stratégie ambitieuse de croissance externe en acquérant 21,9 % du capital du koweïtien *Zain* pour 2,2 Mds USD, devenant le 3ème opérateur de la zone MENA. L'entrée d'*Omantel* dans le capital de *Zain* a permis à l'opérateur d'accélérer la transformation de son *business model* en développant davantage de contenus et de services numériques au détriment de la part du réseau commuté et de la téléphonie mobile. Se faisant, le groupe a élargi son potentiel de ventes en accédant à 9 nouveaux marchés totalisant 175 millions de personnes. La position d'*Omantel* sur son *core market* est d'autant plus délicate que le gouvernement entend favoriser l'entrée d'un troisième opérateur sur le marché mobile omanais, ce qui pourrait déclencher une guerre des prix -alors que le revenu mensuel moyen généré par utilisateur (ARPU) est déjà peu élevé (environ 7 OMR) pour un marché très largement mature- dans une

- 1 -

logique d'acquisition de parts de marché. Outre l'effet de richesse attendu pour les consommateurs, l'octroi d'une 3^{ème} licence mobile bénéficierait directement aux finances publiques, dans un contexte budgétaire contraint.

2. Les relais de croissance du secteur (*broadband*, satellite, 5G, IoT et *smart cities*) sont freinés par les difficultés de financement du Sultanat et des compétences insuffisantes

Afin de financer l'acquisition partielle de *Zain*, *Omantel* s'est endetté à hauteur de 1,5 Md USD sur les marchés internationaux de la dette, « asséchant » très largement au passage le marché des obligations privées omanaises. Avec une dette qui pourrait atteindre 2,75 fois l'excédent brut d'exploitation, *Omantel* ne pourra plus investir de manière significative dans les années à venir, étant entendu que le marché local ne constitue plus sa priorité et que les autorités tendent à accroître la pression fiscale sur le secteur *via* la hausse des redevances (*royalties*) et du coût de renouvellement des licences mobiles.

De manière générale, les contraintes budgétaires de l'Etat nuisent à l'exécution des projets d'infrastructure. Des solutions de financement alternatives sont ainsi activement recherchées, à l'instar du prêt de 239,2 M USD octroyé en septembre 2018 (maturité de 10 ans) par la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) à *Oman Broadband Company*, l'entreprise publique en charge des infrastructures haut débit, afin de déployer la fibre optique à Mascate. Dans le même temps, le projet de satellite national (coût estimé entre 250 et 300 M USD), a été relancé en 2013. Alors que l'opérateur (*Oman Sat*) est sur le point d'être constitué, les autorités semblent vouloir privilégier une approche commerciale en veillant à attirer des co-investisseurs locaux. Enfin, tandis que le gouvernement doit encore mettre en vente une licence relative au développement du futur réseau 5G, le déploiement du réseau de l'internet des objets (*IoT*) est mené d'une part, par la société locale *Momkin* (filiale d'*Omantel*) en partenariat avec l'opérateur français *Sigfox* et, d'autre part, par *Oreedoo* avec le soutien de l'entreprise française *Sagemcom* pour déployer la technologie concurrente *LoRa*. Ce segment devrait bénéficier de l'intérêt marqué des autorités pour les *smart cities*. On pourra relever qu'un accord d'entente a été signé dans ce domaine avec la Corée du Sud en juillet 2018 concernant la zone économique spéciale de Duqm.

A noter enfin, qu'en dépit d'une stratégie nationale dédiée (eOman), le développement de la filière informatique souffre du manque structurel de compétences de la population active, conséquence d'un système éducatif très largement perfectible mais également de l'attrait -en amont- des jeunes Omanais pour la fonction publique. Le Knowledge Oasis Muscat (KOM), parc technologique créé en 2003 à proximité de la Sultan Qaboos University et possédant plusieurs avantages fiscaux, peine ainsi à attirer des entreprises étrangères innovantes dans un pays où la part des dépenses en R&D dans le PIB ne dépasse pas 0,2 %.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate (adresser les demandes à <u>mascate@</u> dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Publication du Service économique de Mascate Ambassade de France au Sultanat d'Oman

Madinat Qaboos PC 115, MASCATE PO Box 208

Rédigé par : Louis MANGENOT Revu par : Gilles BORDES

Version du 09/12/2018